

Olivier Guézou

Liste classée des publications et travaux

a. Ouvrages individuels et direction d'ouvrages collectifs

Ouvrage individuel

- « Traité de contentieux de la commande publique », *Editions du Moniteur, Collection Référence juridique*, 2^e éd. juin 2018, 874 p. (1^{ère} éd., octobre 2015, 662 pages) – 3^e édition, à paraître.

Direction scientifique d'ouvrages collectifs

- « Droit des marchés publics et contrats publics spéciaux », *Editions du Moniteur, Collection Moniteur Référence*, 4000 p., quatre tomes, quatre mises à jour par an, douze auteurs (dir. sc. depuis 2017) – antérieurement, « Droit des marchés publics », *Editions du Moniteur, Collection Moniteur Référence*, 3000 pages, 3 tomes, quatre mises à jour par an, huit auteurs (dir. sc. depuis 2008).

- « Droit public et culture », *Bruylant*, juin 2020, 309 pages, vingt auteurs (codir. sc.).

- « Droit public et nucléaire », *Bruylant*, avril 2013, 306 pages, vingt-deux auteurs (codir. sc.).

- « Droit public et handicap », *Dalloz, Collection Thèmes et commentaires*, janvier 2010, 345 pages, vingt auteurs (codir. sc.).

b. Articles, notes et contributions

1) « La capacité d'exclusion d'un prestataire antérieur », *in* colloque « L'exclusion de la procédure de passation dans les contrats de la commande publique », Université Evry – CRLD, colloque 9 avril 2021 (à paraître).

2) « Droit public et culture, entre diffusion et intégration » (co-auteur) *in* « Droit public et culture » (co-dir. sc. O. Guézou et S. Manson), juin 2020, *Bruylant*, pp. 7-18.

3) « Contrats publics et régulation concurrentielle », *in* « Dictionnaire des régulations » sous la dir. M. Bazex, B. du Marais, G. Eckert, R. Lanneau, C. Le Berre et A. Sée, *LexisNexis, Coll. Guides*, pp 218-227, 2016.

4) « Le recours des tiers en contestation de la validité du contrat administratif, une espèce invasive au génome maîtrisé », *Complément Commande Publique, Ed. du Moniteur*, Hors-série septembre 2014, 31 p..

5) « Contrats publics et politique de la concurrence », *RFDA* 2014, pp. 632-640.

6) « Concurrents évincés et recevabilité des recours dans les contrats publics : un exemple de Darwinisme contentieux », *in* Mélanges en l'honneur du Professeur L. Richer, *LGDJ, Coll. Mélanges*, novembre 2013, pp. 651-674

7) « Droit public et nucléaire, entre fusion et fission », *in* « Droit public et nucléaire », *Bruylant*, avril 2013, pp 11-21.

- 8) « Marchés publics, accès à l'emploi et handicap », *in* « Droit public et handicap », *Dalloz, Coll. Thèmes et commentaires*, janvier 2010, pp 279-292.
- 9) « Million et Tropic, Histoires parallèles et vie commune », *in* Mélanges « Droit et économie – Interférences et interactions », en l'honneur du Professeur Michel Bazex, *Litec* mai 2009, pp. 147-162
- 10) « Compétence juridictionnelle et dol anticoncurrentiel », à propos de CE 19 décembre 2007, Soc. Campenon Bernard, *Contrats public-ACCP* mai 2008, pp 69-74.
- 11) « L'efficacité de l'obligation d'informer les entreprises non retenues », *Contrats publics-ACCP* juin 2007, p. 66-77
- 12) « Droit communautaire des marchés publics. Les principes du Traité », fasc. 42, août 2006, *JurisClasseur Contrats et marchés publics*, 32 pages.
- 13) « Droit de la concurrence et contrats publics – Contentieux administratif et pratiques anticoncurrentielles » *in* Mélanges « Contrats publics », en l'honneur du Professeur Michel Guibal, *Presses Universitaires de Montpellier*, 2006, pp. 107-140
- 14) « Sous-traitance et droit de la concurrence », *Contrats publics-ACCP* juillet-août 2005, pp. 57-61.
- 15) « Les centrales d'achat dans le nouveau code des marchés publics », *AJDA* 2004, pp. 371-377.
- 16) « Marchés publics : principes fondamentaux du Traité », mars 2004, fasc. 1050, *JurisClasseur Europe*, 29 pages.
- 17) « Droit communautaire de la concurrence et achats : certains demandeurs sont des offreurs comme les autres », à propos de TPICE 4 mars 2003 FENIN, *Contrats publics-ACCP* septembre 2003, pp. 59-63.
- 18) « Droit de la concurrence et droit des marchés publics : vers une notion transversale de mise en libre concurrence », *Contrats publics-ACCP* mars 2003, pp. 43-47.
- 19) « Les conditions de contestation du décompte général », à propos de CE avis 22 février 2002, Société Reithler, *AJDA* 2003, pp. 329-335.
- 20) « L'opposabilité du droit interne de la concurrence aux actes administratifs », à propos de CE Section 3 novembre 1997, Soc. Million et Marais, *AJDA* 1998, pp. 247-253.
- 21) « Première application par le juge administratif de la jurisprudence Ville de Pamiers », à propos de CE 23 juillet 1993, CGE – *Les Petites Affiches* 8 juillet 1994, pp. 15-19.

c. Contributions dans l'ouvrage « Droit des marchés publics et Contrats publics spéciaux », Ed. du Moniteur

Rédaction d'une cinquantaine de fascicules, plus de 1200 pages (dont environ un tiers mis à jour chaque année ; pour alléger la présentation, seuls le nombre de pages du dernier fascicule est indiqué).

- Le principe de mise en concurrence - 7 fascicules, 138 pages (+ 16 mises à jour)

1) « Mise en concurrence et principes fondamentaux », chap. III-110 : dernière mise à jour, juillet 2019, 16 p. (mises à jour antérieures : juillet 2011 ; avril 2006 ; janvier 2004)

- 2) « Principes de liberté », chap. III-111, juillet 2019, 12 p. (avril 2017 ; avril 2011)
- 3) « Principes d'égalité », chap. III-112, juillet 2019, 11 p. (avril 2011)
- 4) « Principe de transparence », chap. III-113, avril 2011, 12 p.
- 5) « Mise en concurrence et montant du contrat », chap. III.120, avril 2018, 31 p. (juillet 2016 ; avril 2014 ; avril 2012 ; octobre 2010 ; avril 2009 ; avril 2006 ; avril 2005)
- 6) « Mise en concurrence et montant du contrat : computation et « petits » marchés », chap. III.121, juillet 2010, 26 p.
- 7) « La mise en concurrence et le temps », chap. III.123, juillet 2016, 30 p. (octobre 2009 ; juillet 2007 ; avril 2004)
 - Le droit des pratiques anticoncurrentielles - 9 fascicules, 290 pages (+ 27 mises à jour)
 - 1) « Droit des marchés publics et droit de la concurrence », chap. III-130, janvier 2015, 18 p. (mises à jour précédentes : janvier 2011 ; janvier 2006 ; juillet 2003)
 - 2) « Champ d'action du droit écrit des pratiques anticoncurrentielles », chap. III-133, janvier 2011, 25 p., (janvier 2006 ; juillet 2003)
 - 3) « Champ d'action du principe de liberté de la concurrence », chap. III-135, 11 p., janvier 2011
 - 4) « Pratiques anticoncurrentielles – Généralités », chap. III.140, janvier 2014, 33 p. (octobre 2010c ; octobre 2007 ; juillet 2006 ; juillet 2005 ; juillet 2003)
 - 5) « Ententes dans les marchés publics », chap. III.143, juillet 2014, 45 p. (octobre 2010 ; octobre 2007 ; juillet 2006 ; juillet 2005 ; juillet 2003)
 - 6) « Prix abusivement bas », chap. III.146, juillet 2014, 11 p. (octobre 2010 ; octobre 2007 ; juillet 2006 ; juillet 2005 ; janvier 2004)
 - 7) « Recherche et constatation des pratiques anticoncurrentielles : procédure et preuves », chap. III.150, avril 2014, 59 p. (juillet 2009 ; janvier 2006 ; octobre 2003)
 - 8) « Diversité des sanctions des pratiques anticoncurrentielles », chap. III.153, 33 p., avril 2013 (octobre 2009 ; janvier 2006 ; octobre 2003)
 - 9) « Sanctions pécuniaires des pratiques anticoncurrentielles », chap. III.156, 55 p., octobre 2013 (octobre 2009)
 - Les procédures - 4 fascicules, 55 pages (+ 3 mises à jour)
 - 1) « Typologie des seuils : logique générale », chap. III-200, 9 p. avril 2020 (avril 2019)
 - 2) « Typologie des seuils : code de la commande publique », chap. III-202, 12 p. avril 2020 (avril 2019)
 - 3) « Typologie des seuils : autres textes », chap. III-203, 20 p. avril 2020 (avril 2019)
 - 4) « Computation des seuils », chap. III-204, 14 p., avril 2019.
 - La sélection des candidatures et le choix des offres - 10 fascicules, 272 pages (+ 16 mises à jour)

- 1) « Conditions d'accès à la commande publique », chap. III.410 : dernière mise à jour, juillet 2007, 29 p. (mise à jour précédente : janvier 2005, 18 p.)
- 2) « Critères de sélection des candidatures », chap. III.420, 27 p., janvier 2005
- 3) « Modalités de sélection des candidatures », chap. III.423, 28 p., janvier 2005
- 4) « Choix des offres, choix des critères et pondération », chap. III-430, 39 p. juillet 2019 (octobre 2016 ; octobre 2011 ; juillet 2004)
- 5) « Critères de choix des offres », chap. III-431, 26 p. juillet 2019 (octobre 2016 ; janvier 2012 ; octobre 2011 ; janvier 2007)
- 6) « Critères de choix et considérations environnementales et/ou sociales », chap. III-432, 24 p., octobre 2011.
- 7) « Les défauts des offres », chap. III-433, 42 p. juillet 2019 (janvier 2012 ; avril 2007 ; juillet 2004)
- 8) « Classement, variantes et systèmes de préférence », chap. III-434, 27 p., janvier 2012
- 9) « Attribution », chap. III.436, 12 p., avril 2019 (octobre 2012 ; avril 2010 ; avril 2007 ; octobre 2004)
- 10) « Informations des concurrents évincés », chap. III.438, 18 p. octobre 2019 (octobre 2012)
 - Le contentieux de la passation - 22 fascicules, 486 pages (+ 38 mises à jour)
- 1) « Recours pour excès de pouvoir et contentieux de la passation », chap. III.620, dernière mise à jour juillet 2017, 14 p. (mise à jour précédente : juillet 2008)
- 2) « Recevabilité », chap. III.621, juillet 2017, 22 p. (avril 2008)
- 3) « Moyens », chap. III.623, juillet 2017, 17 p. (avril 2008)
- 4) « Référé suspension », chap. III.626, juillet 2017, 16 p. (janvier 2009)
- 5) « Recours en indemnisation de l'entreprise évincée - Présentation générale » chap. III.630, avril 2021, 19 p. (janvier 2018 ; octobre 2013 ; juillet 2008)
- 6) « Le préjudice, chap. III.631, avril 2021, 23 p. (janvier 2018 ; octobre 2013 ; juillet 2008)
- 7) « Contestation de la validité du contrat par les parties – Mise en perspective », chap. III.640, 10 p. juillet 2018 (juillet 2013 ; octobre 2008)
- 8) « Caractéristiques générales », chap. III.641, 12 p., juillet 2018 (juillet 2013)
- 9) « Vices », chap. III.642, 16 p. juillet 2018 (juillet 2013)
- 10) « Conséquences et indemnisation », chap. III.643, 41 p., octobre 2013 (octobre 2008)
- 11) « Référés précontractuels et contractuels - Mise en perspective », chap. III.650, janvier 2021, 19 p. (avril 2017 ; octobre 2012 ; avril 2010)
- 12) « RPC/RC - Champ d'application et procédure » chap. III.651, janvier 2021, 20 p. (avril 2017 ; octobre 2012 ; avril 2010)
- 13) « RPC/RC - Recevabilité » chap. III.652, janvier 2021, 17 p. (avril 2017 ; octobre 2012 ; avril 2010)

- 14) « RPC/RC - Manquements - Notion », chap. III.653, janvier 2021, 17 p. (avril 2017 ; octobre 2012)
- 15) « RPC/RC - Manquements – Typologie », chap. III.654, janvier 2021, 25 p.
- 16) « RPC/RC - Pouvoirs du juge », chap. III.655, janvier 2021, 17 p. (avril 2017 ; octobre 2012)
- 17) « Recours de l'article 432-14 du code pénal : infraction », chap. III.656, avril 2021, 20 p. (octobre 2020 ; octobre 2018 ; mai 2015 ; janvier 2009 ; avril 2005)
- 18) « Recours de l'article 432-14 du code pénal : régime », chap. III.656, avril 2021, 17 p. (octobre 2020 ; octobre 2018)
- 19) « Contestation de la validité du contrat par les tiers – Mise en perspective », chap. III.660, avril 2021, 24 p. (juillet 2017 ; janvier 2014 ; avril 2008)
- 20) « Contestation de la validité du contrat par les tiers – Compétence et recevabilité », chap. III.665, avril 2021, 15 p. (juillet 2017 ; janvier 2014 ; avril 2008)
- 21) « Contestation de la validité du contrat par les tiers – vices », chap. III.666, avril 2021, 7 p.
- 22) « Contestation de la validité du contrat par les tiers – pouvoirs du juge », chap. III.667, avril 2021, 16 p..
- 23) « Anéantissement du contrat : hypothèses et conséquences », chap. III.680, 11 p. juillet 2018
- 24) « Enrichissement sans cause et dépenses utiles », chap. III.681, 19 p. juillet 2018
- 25) « Anéantissement du contrat : fautes et préjudices », chap. III.682, 16 p. juillet 2018
- 26) « Tableau récapitulatif : les recours des entreprises », chap. III.690, 6 p. janvier 2019 (janvier 2015 ; juillet 2013 ; juillet 2011)
- Les marchés de défense ou de sécurité (CPS) - 3 fascicules, 40 pages
- 1) « Marchés de défense ou de sécurité : notion », chap. CPS.II.110, 11 p. octobre 2021
- 2) « Marchés de défense ou de sécurité : règles de passation spécifiques », chap. CPS.II.120, 16 p. octobre 2021
- 3) « Marchés de défense ou de sécurité : règles d'exécution spécifiques », chap. CPS.II.130, 13 p. octobre 2021

d. Communications à des colloques (actes publiés)

- 1) « La capacité d'exclusion d'un prestataire antérieur », *in* colloque « L'exclusion de la procédure de passation dans les contrats de la commande publique », Université Evry – CRLD, colloque 9 avril 2021 (visioconférence).
- 2) Présidence d'une demi-journée et animation d'une table-ronde *in* colloque « Droit public et culture », UVSQ, colloque prévu en novembre 2020, reporté en raison de la crise sanitaire (publication Bruylant préc.).
- 3) Communication « Contrats publics et politique de la concurrence » *in* colloque « Le contrat au service des politiques publiques » 6 décembre 2013, Aix-en-Provence (publication *RFDA*, p. 632-640).

4) Présidence d'une demi-journée *in colloque* « Droit public et nucléaire », 23 mai 2013, UVSQ (publication Bruylant, préc.).

5) Animation de deux tables-rondes « Le droit public du handicap : qualifications et institutions » et « L'indépendance économique » *in colloque* « Droit public et handicap », 8 février 2010, Palais du Luxembourg, Paris (publication Dalloz, préc.).

6) Communication « Droit des marchés publics : la réforme permanente » *in colloque international* « De l'effet de l'Europe sur les fonctions et services publics », mai 2008, UVSQ/CNFPT/DGAFP (publication sous forme audio (CD) et vidéo (DVD)).

e. Communications à des conférences, forums et colloques (non publiés)

1) « Actualité du droit de la commande publique », Forum Contrats publics-DVPU, 5 novembre 2020 (visioconférence).

2) « Résiliation, prévisibilité et contentieux », Forum Contrats publics-DVPU, 11 octobre 2018.

3) « Emergence de la notion de contrats de la commande publique et typologie » et « Les moments clés de l'évolution du contentieux – Vers une architecture nouvelle », Forum Contrats publics-DVPU, 26 mai 2016.

4) « Le nouveau visage du contentieux des contrats administratifs après la décision Département du Tarn-et-Garonne », Forum Contrats publics-DVPU, 4 juin 2014, UVSQ.

5) « Décompte général et article 50 : l'actualité jurisprudentielle », Conférence, février 2012, UVSQ

6) « L'acheteur public, le dol et le droit de la concurrence », Conférence, février 2011, UVSQ.

7) « Le nouveau référé contractuel : mise en perspective » [rapport introductif], Forum Contrats publics-DVPU, avril 2010, UVSQ.

8) « Etablissement et contestation du décompte général, d'un CCAG à l'autre », Conférences, février 2010, UVSQ

9) « Les points-clés de la réforme » *in* « Le "toilette" 2008" du code des marchés publics, Forum Contrats publics-DVPU, 4 mars 2009, UVSQ.

10) « Le nouveau recours en contestation de validité des contrats : portée et conséquences pratiques de la décision Société Tropic Travaux Signalisation », Forum Contrats publics-DVPU, 28 novembre 2007, UVSQ.

11) « La logique générale de la réforme » *in* « Le nouveau code des marchés publics 2006 », Forum Contrats publics-DVPU, 20 décembre 2006, UVSQ.

12) « Partenariats public-privé : de nouveaux contrats », Forum Contrats publics-DVPU, 26 janvier 2005, UVSQ.

13) « Le nouveau code des marchés publics : questions pratiques », Forum Contrats publics-DVPU, 13 mai 2004, UVSQ.

14) « Comment l'acheteur public peut-il détecter les pratiques anticoncurrentielles illicites des candidats ? » *in* « Droit de la concurrence et marchés publics », *Les Rencontres d'Affaires* du 20 au 23 juin 1995, Paris.

f. Editoriaux et chroniques

- 1) « Code de la commande publique : pour une approche économique assumée, modernisée et enrichie », Editorial *Contrats publics-ACCP* février 2019, p. 3
- 2) « Commande publique : de l'innovation des offres à une demande innovante », Editorial *Contrats publics-ACCP* février 2018, p. 3
- 3) « Référé et refondation du contentieux des contrats administratifs », Editorial *Contrats publics-ACCP* juin 2017, p. 3
- 4) « Evolution du contentieux : la responsabilité contractuelle en embuscade », Editorial *Contrats publics-ACCP* janvier 2016, p. 3
- 5) « Les clauses incitatives et performancielles », Editorial *Contrats publics-ACCP* octobre 2014, p. 3
- 6) « L'impact de la nullité du contrat » [à propos de CAA Versailles, 13 juin 2006, Cne de Sannois, req. n° 04VE02101], chr CAA Versailles, JCP Ed. A, 2 avril 2007, p. 20

2. Direction de thèses et autres travaux d'étudiants

a. Thèse soutenue

- « Subjectivisation du contentieux et contrat administratif », D. Mrad, contrat doctoral, encadrement 100%, soutenance le 3 décembre 2018.
Prix de thèse SHS de l'université de Paris Saclay
Thèse qualifiée aux fonctions de maître de conférences en 2020.

b. Thèses en cours

- « Marchés de défense et de sécurité : entre commandes publiques et politiques publiques », Q. Marie, contrat doctoral, première inscription en septembre 2016, encadrement 100%.
- « Commande publique et occupation domaniale », M. Corset, contrat doctoral, première inscription en septembre 2018, encadrement 100%.
- « Maîtrise d'ouvrage publique et contentieux de la responsabilité », L. Jamet, première inscription en octobre 2020, encadrement 100% (financement CIFRE)
- « Marchés publics et considérations sociales », Bastien Boyer, première inscription en octobre 2021, encadrement 100% (financement CDD).

c. Mémoires de recherche

Entre quinze et vingt mémoires de recherche par an notamment sur le droit des contrats publics, le droit de la concurrence ou le contentieux administratif (depuis 2002).

Par exemple,

- *en 2020/2021* : Patrimoine culturel et commande publique : un mariage synallagmatique ; La politique d'achat du Ministère des Armées : le rôle des acheteurs dans l'acquisition de solutions innovantes ; Les offres anormalement basses ; La politique d'achat du Ministère des Armées : le rôle des acheteurs dans l'acquisition de solutions innovantes ; Le Maître d'Ouvrage public face à l'AMO dans le cadre des

marchés de travaux : missions, désignation et responsabilité ; La politique d'achat socialement responsable dans les marchés publics ; L'infructuosité dans les marchés publics ; Valorisation et modification de la rémunération du maître d'œuvre ; La clause sociale de formation sous statut scolaire dans les marchés publics ; L'adaptation et la modification des procédures de passation des marchés publics en période de crise ; La prise en compte des relations antérieures par le droit de la commande publique ; Le droit à indemnisation à la demande des opérateurs économiques du fait de l'exécution des marchés de travaux ; La computation au service de l'objectif de performance dans l'achat public ; Les effets de la pandémie de la covid-19 sur les marchés publics : l'exemple de la Préfecture de Police ; Les marchés publics de droit privé ; Le financement de projets publics.

- *en 2019/2020* : Compliance et marchés publics – L'évaluation et l'évolution du prix dans les marchés publics de travaux – Les candidatures aux marchés publics de fournitures et services à l'ère du numérique – L'efficacité du contrôle du juge administratif sur les critères de choix – Les conclusions indemnitaires dans le contentieux de la commande publique – Les considérations environnementales face aux enjeux économiques des marchés publics – Les marchés de défense de l'UE – Guide opérationnel du Service d'infrastructure de la Défense – Les échanges d'informations entre l'acheteur public et les opérateurs économiques au cours de la définition du besoin - Cadre juridique et risques du sourcing – La dématérialisation au cœur des procédures de passation – Critères de choix et choix des critères : entre modèle de libre concurrence et impartialité pour le jugement des offres – Les marchés publics globaux : un outil performant ? – Maîtrise d'ouvrage publique et contentieux de la responsabilité – Spécificité de l'exécution des marchés publics de travaux de droit privé

d. Projets tutorés

Entre quatre et six projets (quatre ou cinq étudiants par groupe) chaque année depuis 2017.

Par exemple,

- *en 2020/2021* : « Marchés publics et pratiques anticoncurrentielles » ; « Commande publique et propriété intellectuelle » ; « JO Paris 2024 : un urbanisme dérogatoire » ; « Les achats verts » ; « Instrumentalisation des marchés publics et fonction achat ».
- *en 2019/2020* : trois projets sur « Marchés publics : les candidatures, les offres et l'exécution » ; un projet sur « Les marchés de défense ou de sécurité » ; un projet sur « L'occupation domaniale dans le code de la commande publique » ; un projet sur « L'ordonnance du 19 avril 2017 : principaux apports et mise en œuvre ».